En 1993, la région des Antilles a importé des produits alimentaires d'une valeur de 3,9 milliards de dollars américains, principalement en provenance des États-Unis. Aruba (à 8 minutes par avion du littoral vénézuélien et 25 minutes de Caracas) représente un débouché antillais idéal pour les produits alimentaires à forte valeur ajoutée. Située au large des côtes du Venezuela, l'île d'Aruba demeure une partie autonome du royaume des Pays-Bas. Aruba fait la promotion active du tourisme et devrait accroître de manière significative sa capacité d'accueil d'ici la fin de 1993. Étant donné la faible population (61 000 habitants) et l'important afflux de visiteurs (près de 9 000 chambres), l'industrie de la villégiature et de la restauration ainsi que le secteur des supermarchés d'Aruba et de Curaçao présentent un potentiel de croissance considérable. À l'heure actuelle, plus de 90 p. 100 de tous les articles d'épicerie transformés sont importés par l'intermédiaire de courtiers américains et les produits frais sont importés du Venezuela.

Le Venezuela est aussi un marché très intéressant pour les produits alimentaires à forte valeur ajoutée, en raison de son importance croissante comme destination touristique et d'affaires recherchée (l'île Margarita, la Forêt de Canaima, les Andes et Caracas), de la prospérité économique fondée sur le pétrole, de sa monnaie stable et de sa tradition politique démocratique. Les États-Unis sont le partenaire le plus important du Venezuela, comptant pour 60 p. 100 des échanges internationaux de produits alimentaires; ils sont suivis par le Canada qui en détient 15 p. 100. Cependant, les exportations au Venezuela de produits alimentaires transformés en provenance du Canada ont progressé de plus de 70 p. 100 en 1992-1993. Au cours des dernières années, le gouvernement vénézuélien a ouvert son économie à l'investissement étranger et il procède actuellement à une réduction rapide des obstacles commerciaux et des droits de douane et à la privatisation de nombreux services publics. Depuis l'adhésion du Venezuela au GATT, à la fin de 1990, les droits applicables à la majorité des produits alimentaires sont tombés de 50 p. 100 à 20 p. 100, ce qui augmente les débouchés possibles pour les exportateurs canadiens.

L'économie du Venezuela est dominée par l'industrie pétrolière, qui est à l'origine de 80 p. 100 de ses exportations et de 84 p. 100 des recettes de l'État. (L'agriculture, cependant, ne représente que 6 p. 100 du PIB et elle a été fortement subventionnée dans le passé. Le secteur de la fabrication, très inefficace, fournit 17 p. 100 du PIB). Donc, dans les efforts déployés par le gouvernement pour diversifier l'économie, le tourisme est devenu un objectif prioritaire. Cette stratégie exploitera l'emplacement de choix du Venezuela, ses paysages naturels d'une grande beauté et une industrie hôtelière bien développée (près de 66 000 chambres). Le Canada fournit 26,2 p. 100 du tourisme international au Venezuela. Treize hôtels sont déjà en voie de privatisation et on envisage la possibilité d'une participation étrangère à 100 p. 100.

À l'heure actuelle, le littoral est (île Margarita et Puerto La Cruz) est la région qui attire le plus de touristes au Venezuela; c'est dans cette région que l'on retrouve